

des Indiens et de nouveaux immigrants. Ils sont pauvres et, ensemble, ils constituent une masse épouvantable de miséreux et d'abandonnés. Ils vivent sur les bords de l'indigence.

Voilà les êtres pour qui le discours du trône ne prévoit presque rien. Ce ne sont ni des données statistiques ni des chiffres dans un livre, ce sont des hommes et des femmes qui ont des exigences, des besoins, des aspirations, des rêves et des espoirs. Ils sont ceux que nous représentons ici et que nous devons représenter avec la plus grande urgence parce que leurs besoins sont plus grands que ceux de n'importe qui.

Que signifie la pauvreté pour ces gens? Elles signifie vivre au bord de la misère en étudiant avec soin, lorsqu'il s'agit d'acheter les produits alimentaires, s'ils peuvent se procurer les choses nécessaires à une vie normale. Deuxièmement, cela signifie mener une vie de pauvreté au sein de l'abondance. Du dehors, ils regardent, dans les vitrines de notre civilisation de l'abondance, tous les articles et les services qu'ils ne peuvent se procurer. Ils savent qu'ils n'ont aucune chance de les posséder et, d'après ce rapport de Vancouver, que leurs enfants ont peu d'espoir de se les procurer un jour, vu qu'ils seront pris, eux aussi, dans le même filet de pauvreté. Enfin, ils savent qu'ils auront beaucoup de mal à échapper à ces difficultés manifestes. Troisièmement, ces gens entendent crier sur les toits que le produit national brut de notre pays s'est accru de 9 p. 100, alors que les seules augmentations qu'ils connaissent sont celles du prix de la nourriture et du logement.

Juste avant mon arrivée à la Chambre, un bénéficiaire de la sécurité de la vieillesse de ma circonscription m'a dit: essayez de nous obtenir une pension mensuelle de \$100 et en même temps d'empêcher que notre loyer ne s'élève comme cela s'est produit après la dernière augmentation que nous avons touchée. Voilà ce que ces gens ont à cœur et ce que signifie pour eux la pauvreté. Et qui pis est, ils sentent qu'ils sont traités en intrus, qu'ils sont inutiles à leur pays. Ce sentiment existe non seulement chez les bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, mais aussi chez les membres des groupes que j'ai énumérés tantôt: les jeunes qui commencent l'école, les malades et les invalides, les chômeurs et les veuves. Ce sont ces gens qui ont le sentiment de ne pas pouvoir participer à la vie de la collectivité, d'être des intrus pour qui il n'y a plus de place au pays.

Pareille pauvreté a des répercussions sur le reste du pays. Ces gens sont aliénés par l'affreux silence, comme le disait hier à Toronto notre chef du Québec, d'un isolement

cruel. Si nous pouvions ainsi les oublier, peut-être le ferions-nous, quitte à nous apaiser la conscience en donnant à Noël des paniers de provisions ou que sais-je encore? Mais la pauvreté de ces gens rejaille sur le reste de la collectivité, car, avec l'automatisation qui s'étend, avec les moyens de production et les connaissances scientifiques qui se développent, il nous faut absolument affronter ce problème. Le plus simplement du monde, voici ce que signifie l'automatisation: la machine peut remplacer l'homme et produire des biens en abondance, mais elle ne saurait ni acheter ni consommer ces biens. A moins de trouver le moyen de répartir le pouvoir d'achat dans l'ensemble de notre population, nous serons incapables de faire fonctionner l'industrie indéfiniment ou à un rythme convenable. En désespoir de cause, nos ministres se verront obligés de se précipiter aux quatre coins du globe en quête de marchés étrangers, tandis que notre marché, qui compte le plus, reste abandonné dans notre propre pays.

Je ne suis pas de ceux qui cherchent à présenter une belle façade au monde, mais qui ne se soucient guère de ce qui ne paraît point. J'espère que nous pourrons donner au monde une bonne idée de notre pays qui ne sera pas de pure façade.

Pour nous et pour le Canada, cette immense accumulation de pauvreté entraîne tout d'abord des dépenses énormes et inutiles. Nous ne pouvons nous permettre de continuer à entretenir ces gens improductifs au moyen de l'assistance sociale. En effet, la plupart d'entre eux, et je vous ai énuméré ces groupes, sont capables de faire un travail productif. Il vaudrait beaucoup mieux pour eux et pour le pays qu'ils occupent un emploi. Il n'y a rien de pire que de laisser, sans raison, des gens vivre de prestations sociales alors qu'ils peuvent travailler.

A titre d'exemple, je vais vous citer le cas d'une personne de ma circonscription. Il s'agit d'un ancien ouvrier de la construction. Il a eu une attaque cardiaque; par la suite, il n'a pu se trouver un autre emploi. Il a dû aller s'installer avec toute sa famille dans un centre public d'habitations à loyer modique, vivant de prestations d'assistance sociale. Il reste là à attendre de petits travaux qui s'offrent ici et là et qui ne l'empêchent pas d'avoir droit à la sécurité sociale.

Nous punissons l'initiative en réduisant l'aide sociale lorsqu'une personne trouve un emploi rémunérateur et touche un salaire qui augmente le revenu de sa famille. Non seulement assumons-nous la charge financière de